

## Questions orales

[Traduction]

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Je suis gré au député de sa suggestion, monsieur le Président, mais je lui ferai remarquer que ce serait adopter une conception bien étroite des négociations commerciales que de nous en tenir à la création d'une commission bilatérale. Pas même la Fédération canadienne du travail, qui a suggéré une telle commission, ne limiterait les négociations à ce point. La Fédération canadienne du travail a proposé toute une gamme de suggestions, dont l'aide au recyclage des travailleurs affectés, laquelle devrait faire partie de tout arrangement commercial entre le Canada et les États-Unis. Si le député réfléchit bien à sa recommandation, il verra que même si une telle commission était utile, ce serait adopter une approche trop étroite de notre part.

\* \* \*

[Français]

## LES SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE

## LA PRÉPARATION D'UNE POLITIQUE DE SOUTIEN À LA RECHERCHE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et concerne le financement de la recherche scientifique.

Si la politique gouvernementale en matière de soutien à la recherche est si bonne, pourquoi le Prix Nobel Polanyi vient-il de déclarer, et je cite: «Je ne conseillerais pas à un jeune scientifique de faire carrière au Canada, depuis l'annonce de la politique gouvernementale.»

Pourquoi le journal *Ottawa Citizen* considère-t-il cette politique comme suicidaire, et le quotidien *The Gazette* de Montréal la traite-t-elle de folie gouvernementale?

Ce que je veux demander au vice-premier ministre, c'est: Est-il prêt à ordonner au ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie de retourner à la cuisine pour préparer une politique de soutien à la recherche qui, cette fois-ci, ne fera pas lever le coeur à la communauté scientifique canadienne?

**L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre qui est à l'extérieur de la Chambre pour des raisons officielles, je prends en considération les préoccupations du député et j'en ferai part au ministre qui sera certainement heureux d'y donner toute l'attention nécessaire.

## ON DEMANDE AU VICE-PREMIER MINISTRE D'INTERVENIR

**M. Jacques Guilbault (Saint-Jacques):** Monsieur le Président, en tant qu'ingénieur, j'ai parfois honte d'être assis dans un Parlement en face d'un gouvernement qui traite la science de cette façon. Je retourne au vice-premier ministre. Je veux lui demander s'il n'est pas prêt à ordonner un changement de cette politique dans le but d'éviter l'exode des cerveaux qui invariablement va suivre la politique actuelle. Est-ce qu'il est prêt à se tenir debout et à poser ce geste?

[Traduction]

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, le ministre

chargé du dossier a fort bien répondu à la question hier. J'ai le regret d'informer le député que le gouvernement ne laissera pas au journal *The Ottawa Citizen* le soin de lui donner des instructions en matière de ligne de conduite à suivre, pas plus qu'il ne le lui a permis jusqu'à maintenant.

\* \* \*

## LES MINES

## LE PROGRAMME DES ACTIONS ACCRÉDITIVES

**M. Bill Tupper (Nepean—Carleton):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le secteur minier du Canada rapporte beaucoup à l'économie nationale. Or, depuis 1981, ce secteur est victime de la dépression des prix des métaux. Le programme des actions accréditatives, que le gouvernement a d'ailleurs consolidé, est l'un de ceux qui ont connu du succès dans ce secteur. Malgré cela, le ministre envisage-t-il sérieusement de le supprimer?

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, comme l'a fait remarquer le député, ce programme existe depuis quelques années déjà. Nombre de compagnies et de particuliers dans le secteur minier s'en sont prévalus. Il figure dans la révision générale du programme fiscal que nous effectuons actuellement. Je n'ai rien de spécial à dire à ce sujet pour l'instant. Il faut attendre les résultats de la révision en cours.

\* \* \*

## LE COMMERCE EXTÉRIEUR

## LE DROIT AMÉRICAIN SUR LE BOIS D'OEUVRE CANADIEN—LES RÉPERCUSSIONS SUR L'ONTARIO

**M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre du Commerce extérieur. Dans une réponse antérieure, la ministre prétendait que le premier ministre de l'Ontario appuyait cette approche du gouvernement fédéral. Des industriels du nord-ouest de l'Ontario estiment que près de 1 500 emplois à Thunder Bay et 2 000 autres dans le nord-ouest de l'Ontario seront perdus à cause de cette mesure provisoire. Estime-t-elle que David Peterson est responsable de cet état de choses?

**L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, j'ai dit très clairement que toute les provinces, l'industrie elle-même, les syndicats et le gouvernement fédéral ont pris cette décision commune. Nous travaillons tous ensemble à chercher des solutions, à établir des lignes de conduite et à partager les responsabilités. Telle est la signification de la Confédération. Voilà pourquoi nous nous réunirons au début de la semaine prochaine avec les intéressés pour discuter de notre ligne de conduite et de notre stratégie en vue d'y donner suite. Il s'agit là d'une initiative non politique à laquelle ont participé plusieurs gouvernements de divers partis afin de conserver des emplois et je suis étonné que le NPD s'y oppose.